

Quand le gouvernement fait tout pour séduire la Banque mondiale



© Gabriel Rinaldi

1. Éléments de contexte

Les positions politiques

Le gouvernement péruvien base son développement économique principalement sur l'exportation de matières premières. En 1990, le gouvernement d'Alberto Fujimori a lancé un processus d'industrialisation basé sur une ouverture économique du pays. Cette initiative a stimulé le développement d'un modèle modernisateur pour l'agriculture en concentrant les efforts vers l'agroexportation. Si cela a contribué à réduire la pauvreté, c'est au prix de l'augmentation des inégalités et du coût social et environnemental, voire au péril des droits humains¹.

Depuis 2011, le président péruvien Ollanta Humala poursuit la voie de ses prédécesseurs en misant sur un modèle de développement de type libéral, largement favorable aux investisseurs étrangers. Les réformes législatives et les privatisations mises en place sont soutenues par la Banque Mondiale (BM) et par le Fonds Monétaire International (FMI), dont les prêts au Pérou sont évalués à environ \$7 milliards entre les années 1990 et 2015².

Le développement agricole au Pérou

L'agriculture est un secteur important pour l'économie péruvienne puisqu'il constitue près de 7% du PIB et emploie près de 30% de la population active. Au cours des dix dernières années, le PIB agricole a augmenté de 4% par an en moyenne³. L'agriculture reste concentrée dans la partie montagneuse du pays. Ne bénéficiant que de très faibles investissements publics, le secteur agricole est une zone de concentration de la pauvreté. On estime à 56% le taux de paysans souffrant de la faim, dont la plupart d'entre eux vit dans la Sierra Andine, la région la plus pauvre du pays. Il y a une énorme brèche entre l'agriculture paysanne et l'agriculture industrielle (concentrée dans la zone côtière). Les zones montagneuses et forestières sont moins attractives pour les investisseurs. L'état péruvien préfère donc concentrer ses investissements agricoles dans les zones irriguées de la côte, soutenant ainsi les cultures d'exportation⁴.

L'agriculture paysanne familiale, est peu reconnue par le gouvernement, elle ne jouit d'aucun soutien de l'Etat.

2. La Banque Mondiale au Pérou

Opération séduction

L'année dernière, le Pérou accueillait les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI)⁵. Le pays est considéré comme un très bon élève par la BM qui aimerait en faire un exemple de succès des politiques néolibérales pour le reste du monde. Selon son indicateur *Doing Business*, la BM classe le pays 35^{ème} mondial et deuxième d'Amérique latine, ce qui prouve que le gouvernement a créé un environnement très favorable aux affaires⁶. Contrairement à ses voisins, la Bolivie ou l'Equateur, qui ont résisté aux pressions de la BM pour mettre en place de telles réformes, le Pérou a manifestement adopté un agenda néolibéral. Le Pérou est un des premiers pays membres de la Société Financière Internationale (SFI), une des branches du Groupe Banque Mondiale centrée sur le secteur privé des pays émergents. Le début de la relation entre le Pérou et la BM remonte à 1952, avec l'octroi d'un premier crédit⁷. Dans les années 1990, le gouvernement de Fujimori a adopté les Programmes

d'Ajustement Structurel (PAS) de la BM, avec comme objectif principal de rendre le pays plus attractif aux investisseurs étrangers. Cela s'est fait par une série de réformes qui ont clairement dégradé les conditions de vie et accentué la précarité des travailleurs. Entre 1990 et 2012, les prêts octroyés par la BM au Pérou ont augmenté de manière fulgurante. « En 2008, le Pérou a demandé l'aide de la Société Financière Internationale (SFI) (...) afin de lancer de nouvelles réformes. L'investissement direct étranger (IDE) a alors doublé⁸ ». Bien évidemment, de telles réformes eurent des conséquences sociales et environnementales lourdes, augmentant les conflits sociaux. En 2014, on estimait que le Pérou devait faire face à environ 200 conflits chaque mois, principalement liés à l'exploitation des mines⁹.

Comparable à un mécanisme de médiation interne à la BM, c'est auprès du CAO (The Office of the Compliance Advisor/Ombudsman) que la société civile victime de projets de la BM, peut déposer plainte.

« Le CAO est un mécanisme indépendant qui sert de recours pour les problèmes que peuvent soulever des projets recevant l'appui des deux institutions du Groupe de la Banque mondiale spécialisées dans le secteur privé [la SFI et l'AMGI] (...). Si des gens pensent qu'un de leurs projets peut avoir sur eux des effets négatifs, ils peuvent demander l'aide du CAO pour faire part de leurs problèmes¹⁰. »

Importance du secteur agricole dans la stratégie d'investissement de la BM

Contrairement aux réformes agraires des années 1970 qui ont redistribué des millions d'hectares aux coopératives paysannes et mis un terme à la domination des grandes propriétés, le gouvernement de Fujimori a favorisé les projets d'agriculture à large échelle, essentiellement orientés vers les exportations¹¹. Les terres non cultivées sont rapidement devenues propriété de l'Etat. Les petits agriculteurs sont marginalisés par les politiques agricoles du gouvernement axées sur l'exportation, manquent d'assistance technique et d'accès au marché, et souffrent de l'augmentation du prix de l'eau et d'endettement.

Le développement de l'agrobusiness n'a pas rencontré les attentes espérées pour les communautés rurales et indigènes. La pauvreté en milieu rural est toujours bien présente. Dans les Andes, 30% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. En boostant le secteur de l'agrobusiness au Pérou, investissant pour un total de \$183 millions entre 2003 et 2009, la SFI a une part de responsabilité significative dans cette situation¹².

« Le long de la côte pacifique, la SFI a investi massivement dans l'agriculture intensive, bien que leurs activités aient des conséquences environnementales préoccupantes, notamment à cause des forages excessifs pour permettre l'irrigation, qui provoquent des fuites d'eau salée dans les nappes aquifères des terres agricoles, avec *in fine* un risque de pénurie d'eau. (...) Si le ministère de l'agriculture a décidé depuis 2007 de refuser des licences dans le Bassin de la rivière Shira, le Groupe Romero [qui fait l'objet d'une analyse plus tard dans cet article] présent dans la région, a néanmoins bénéficié de deux prêts de la SFI de \$10 millions. Or, le groupe a rasé 7000 hectares de forêt amazonienne entre 2005 et 2011 pour ses plantations d'huile de palme et a le projet d'en détruire 2300 de plus pour étendre ses plantations¹³».

Pour la Banque, l'agriculture est loin d'être un secteur de développement prioritaire au Pérou. La SFI investit dans le secteur bancaire et financier (42%), vient ensuite le secteur de l'énergie (24%) puis de l'agro-industrie (10%)¹⁴. Son investissement dans le secteur financier équivaut au triple de ce qui est investi dans la santé et à plus du double du montant dédié aux projets éducatifs. La SFI privilégie donc largement le secteur financier, or, il n'est pas prouvé que cela contribue à combattre la pauvreté, contrairement au soutien de l'agriculture familiale.

Pourtant, en 2008, sur fond de crise alimentaire, la BM a affirmé dans un rapport intitulé *Agriculture pour le développement* qui fera date dans la communauté internationale que l'agriculture est centrale pour le développement, et qu'il convient d'investir plus et mieux dans le secteur agricole pour lutter contre la pauvreté et générer de la croissance¹⁵. Mieux, elle y souligne l'importance de cibler les petits agriculteurs familiaux¹⁶.

3. La BM, au service des giga projets

Le projet d'exploitation minière Yanacocha

La mine d'or de Yanacocha est la plus grande d'Amérique latine et la deuxième plus grande au monde. Située dans la région de Cajamarca, elle est exploitée par deux actionnaires principaux : la compagnie américaine Newmont Mining Corporation et l'entreprise péruvienne Compañía de Minas Buenaventura. En 1993, la SFI a aidé au démarrage de la mine en lui accordant un prêt de \$25 millions, en échange de 5% du capital de la mine¹⁷. L'exploitation de Yanacocha est accusée de polluer les eaux de la région et notamment celles utilisées pour l'agriculture et la ville de Cajamarca.

En 1999, lors d'une nouvelle expansion soutenue par la SFI, la mine Conga achète un terrain, affirmant octroyer à chaque propriétaire une compensation adéquate et oblige 30% des habitants à quitter leur terrain. En juin 2001, 150 kilos de mercure sont accidentellement déversés le long d'une route, provoquant l'intoxication de 1000 personnes. Les premières victimes du développement de la mine sont donc les habitants des lieux, des paysans pauvres pour la plupart, qui ne bénéficient en aucun cas des activités de Yanacocha. Cajamarca reste encore une des plus pauvres régions du pays. Plusieurs plaintes ont déjà été déposées auprès du CAO, notamment concernant les problèmes de redistribution de terres et de contamination des eaux, mais elles n'ont jamais abouti. Il n'y aurait même jamais eu aucun versement de compensation¹⁸.

Après 1999, la SFI continue à investir dans le projet minier de Yanacocha, pourtant rentable et prospère: pourquoi ne pas se tourner vers d'autres projets émergents¹⁹? Pour une institution qui a comme objectifs principaux d'éradiquer l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, le soutien de la BM à l'industrie extractive au Pérou soulève de sérieux questionnements. Après 23 ans d'exploitation aurifère, on se demande dans quelle mesure les droits humains et environnementaux sont respectés dans ce projet minier et si c'est vraiment de ce type de projets de développement dont les citoyens péruviens ont besoin.

Le Groupe Romero

Depuis plus de 120 ans, le Groupe Romero est implanté au Pérou. Les entreprises du groupe font partie des plus puissantes du pays. Les secteurs d'activité de la multinationale sont variés : du secteur de l'agroindustrie, la pêche, l'immobilier, l'énergie, en passant par les télécommunications, ou le secteur bancaire. Mais le déroulement de ces méga projets ne se fait pas sans dégâts. Les activités du Groupe Romero se développent sur des terres jusque là propriété de petits paysans. En effet, « Entre 2000 et 2010, 72% des nouvelles plantations au Pérou (soit plus de 20 400 ha) se sont faites au détriment de la forêt (...). En 2006, le gouvernement a alloué 7000 hectares de forêt amazonienne à la compagnie Agropecuaria del Shanusi, (une filiale du Groupe Romero), hectares destinés à l'huile de palme. Les concessions territoriales par le gouvernement péruvien se font à un prix totalement dérisoire (une valeur d'environ 18 soles l'hectare, soit l'équivalent de 6\$²⁰). Et ce, alors que des centaines de petits propriétaires attendaient l'obtention d'actes de propriété fonciers. Face à la résistance de la population soutenue par le gouvernement local, l'entreprise n'a pas hésité à user de la force, détruisant les récoltes des paysans, leurs maisons et détournant les cours d'eau alimentant les villages afin de les forcer à céder leurs terres²¹. »

Dans le même registre, Palmas Des Espino, une entreprise du Groupe Romero et leader de l'industrie de l'huile de palme au Pérou, offre un soutien technique et financier aux deux entreprises Islandia Energie et Palmas Del Amazonas qui envisagent de raser plus de 23 000 hectares de forêts tropicales primaires dans le nord de l'Amazonie pour planter des champs de palmiers à huile²².

4. Revendications et positions des organisations paysannes

Les revendications à l'encontre de la BM sont nombreuses. Les manifestations citoyennes ne sont pas l'histoire d'un jour, d'une semaine ou d'un mois, elles sont parfois tournées en grèves régionales de la part des populations rurales et urbaines pour que les multinationales mettent fin à leurs activités tant controversées. Cela s'est d'ailleurs fait en 2004 avec Cerro Quillish, en 2006 contre Combayo et en 2013 contre le projet minier Conga. Leurs impacts sont néanmoins minimes quand il s'agit de faire face à de tels géants industriels. Le nombre d'organisations qui luttent s'est multiplié. A Yanacocha, la population défend ses lacs contre l'entreprise, conflit qui a causé, jusqu'ici, cinq morts, des dizaines de blessés et des centaines de personnes poursuivies en justice. Néanmoins les communautés locales n'abandonnent pas leur lutte. Le gouvernement ignore la situation. Ce que veulent les organisations paysannes c'est tout d'abord que leurs droits soient reconnus. Elles veulent pouvoir exercer leurs activités comme elles le faisaient avant l'implantation du projet Conga. Maxima Acuña de Chaupe est l'une des nombreuses victimes du projet.

Propriétaire de ses terres depuis 1994, elles sont situées à proximité des réserves en or tant convoitées par la multinationale. Au quotidien, sa famille subit des pressions par la société Newmont Mining. Maxima est un symbole de résistance et de lutte. Il y a deux ans, elle racontait « On nous a demandé de partir. Nous avons refusé. Nous avons été agressés par la police. Notre plainte devant un tribunal a été classée. » La justice a finalement condamné la famille à quatre ans de prison et une grosse amende, avant

que cette sentence ne soit annulée par un autre tribunal. « La justice péruvienne ne protège pas les peuples, mais les multinationales », estime Máxima qui ajoute : « Quand nous sommes convoqués devant un tribunal, on nous l'apprend seulement la veille, pour que nous ne puissions pas nous défendre convenablement »²³. Sa lutte est toujours d'actualité, les intimidations et les menaces sont constantes. Cet exemple est loin d'être un cas isolé. Les paysans ont rarement l'opportunité et les capacités nécessaires pour se faire entendre.

« La tendance foncière est à la re-concentration car, de par la pression sur les terres minières et les pollutions engendrées, les paysans tendent à partir, d'autant que la loi 26505 votée sous Fujimori [1995], libéralise le marché des terres indigènes qui étaient protégées depuis les années 20. (...) Actuellement, au Pérou, la sphère économique impose son fonctionnement à toutes les autres sphères de la société. Mondialisation néolibérale aidant, les gouvernements laissent croire qu'ils n'ont d'autres choix. Pourtant, dans plusieurs pays latino-américains, le politique tente de reprendre le contrôle de l'économie pour assurer un développement plus démocratique. Mais, cette décision ne peut avoir lieu que lorsque le pouvoir souhaite le bien-être de l'ensemble de la nation et affirme sa volonté politique²⁴. » ■

1 : Compère, S. (2015, 12 novembre), La loi sur l'agriculture familiale au Pérou est en marche, Récupéré le 15 mars 2016 de <http://www.cncd.be/La-loi-sur-l-agriculture-familiale>

2 : Schrader, S. (2016, avril), Pérou: Un soutien discutable, Défis Sud n°129 «Tous trompés», pp. 25-27.

3 : Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Pérou. (2013, Novembre), Opportunités au Pérou, Récupéré le 15 mars 2016 de http://www.francemondexpress.fr/uploads/media/Opportunités_au_Pérou_002_-_Agro_-_Novembre_2013.pdf

4 : Mees, M. (2013, Août), Les organisations représentatives de l'agriculture familiale en quête d'influence sur les politiques : le cas des pays andins, Dynamiques Paysannes de SOS Faim, n°29, p.4.

5 : World Bank. (2014). World Bank Group and IMF to Hold 2015 Annual Meetings in Lima Peru. Récupéré le 12 mars 2016 de <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2012/09/14/world-bank-group-imf-hold-2015-annual-meetings-lima-peru>

6 : World Bank. (2014). Doing Business 2015, Going Beyond Efficiency. Economy Profile 2015, Peru. Récupéré le 10 mars 2016 de <http://www.doingbusiness.org/~media/giawb/doing%20business/documents/profiles/country/PER.pdf>

7 : Yañez Quiroz, L. (2015, Octobre). Oportunidades y extravíos: Lecciones de la política de inversiones de la Cooperación Financiera Internacional (IFC) en el Perú. Oxfam et CooperAccion.

8 : Martin-Prével, A. et Kim N. (2015). Peru, the poster child for the World Bank in Latin America. The Oakland Institute.

9 : Martin-Prével, A. et Kim N. (2015). Peru, the poster child for the World Bank in Latin America. The Oakland Institute.

10 : Bureau du CAO, 2009, Récupéré le 23 mars 2016 de <http://www.cao-ombudsman.org/languages/french/>

11 : Schrader, S. (2016, avril), Pérou: Un soutien discutable, Défis Sud n°129 «Tous trompés», pp. 25-27.

12 : Independent Evaluation Group. (2011). Peru : Country Program Evaluation for the World Bank Group, 2003-2009. Récupéré le 14 mars 2016 de http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/1/18/000334955_20110118034224/Rendered/PDF/589980PUB01D181UBLIC109780821385722.pdf



13 : Schrader, S. (2016, avril), Pérou: Un soutien discutable, Défis Sud n°129 «Tous trompés», pp. 25-27.

14 : Yañez Quiroz, L. (2015, Octobre). Oportunidades y extravíos: Lecciones de la política de inversiones de la Cooperación Financiera Internacional (IFC) en el Perú. Oxfam et CooperAccion.

15 : http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf

16 : « *Make smallholder farming more productive and sustainable Improving the productivity, profitability, and sustainability of smallholder farming is the main pathway out of poverty in using agriculture for development* », op.cit., p.30

17 : Martin-Prével, A. et Kim N. (2015). Peru, the poster child for the World Bank in Latin America. The Oakland Institute.

18 : Hallman, B. et Olivera, R. (2015, 15 avril). How The World Bank Is Financing Environmental Destruction. The Huffington Post. Récupéré le 14 mars 2016 de <http://projects.huffingtonpost.com/worldbank-evicted-abandoned/how-worldbank-finances-environmental-destruction-peru>

19 : Yañez Quiroz, L. (2015, Octobre). Oportunidades y extravíos: Lecciones de la política de inversiones de la Cooperación Financiera Internacional (IFC) en el Perú. Oxfam et CooperAccion.

20 : Primitivi. (2009, 27 décembre). Pérou : Le Groupe Romero Coupe Les Bois Amazoniens Et Déplace Les Indigènes Pour Produire De L'éthanol. Récupéré le 24 mars 2016 de <http://www.primitivi.org/spip.php?article147>

21 : Grundmann, E. (2013, 28 Août), Un fléau irréparable: Vérités et mensonges sur l'huile de palme, Calmann-Lévy, p. 264

22 : Hill, D. (2015, 15 mars), Pérou : bientôt 23000 hectares de forêt primaire en fumée !, Récupéré le 23 mars de <http://lhuedealpalmenon.blogspot.be/2015/03/perou-bientot-23000-hectare-de-foret.html>

23 : Propos recueillis par Simon Guoin pour le magazine indépendant Bastamag. Guoin, S. (2014, 28 mai), Máxima Acuña : le combat d'une paysanne contre une multinationale minière, récupéré le 23 mars 2016 de <http://www.bastamag.net/Maxima-Chaue-le-combat-d-une>

24 : Volle, A. et Bustamante, R. (2014, 29 avril). L'Etat péruvien contre la nation, spoliations néolibérales et résistances démocratiques dans les mondes andin et amazonien du Pérou contemporain. Récupéré le 23 mars 2016 de <http://www.raison-publique.fr/article688.html>

Auteur et mise en page : Fanny Gosset

Étude de cas - La Banque mondiale au Pérou - Avril 2016

